

L'histoire oubliée du courant « féministe luttes de classe » en France

vendredi 28 mai 2021, par [TRAT Josette](#) (Date de rédaction antérieure : 2007).

Ignoré par les grands médias, le plus souvent caricaturé, méconnu par les jeunes militant-e-s ou chercheur-e-s, le courant « féministe luttes de classe » a été pourtant l'un des plus actifs du mouvement féministe contemporain. Il n'est donc pas inutile de revenir sur sa contribution au mouvement féministe en France.

Sommaire

- [Définitions](#)
- [1970-1980 : une phase d'expans](#)
- [Les différents courants](#)
- [Les thèmes de lutte principaux](#)
- [Un mouvement autonome diversif](#)
- [1981-1995 : le mouvement \(...\)](#)
- [L'Offensive néolibérale](#)
- [Les luttes](#)
- [Le mouvement féministe](#)
- [1995- 2006 : un nouveau \(...\)](#)
- [2002-2006 : anciens et nouveau](#)

Néanmoins, il ne peut être question ici d'une histoire exhaustive du courant « féministe-luttes de classe ». Il s'agit plutôt de retracer le contexte dans lequel il a émergé, les questions qu'il a soulevées et de rappeler les points forts de son activité depuis plus de trente ans [[1](#)].

Définitions

Par courant « féministe luttes de classe », j'entends un courant qui lie étroitement la lutte pour l'émancipation des femmes à celle de tous les opprimés. On pourrait trouver certaines de ses ancêtres parmi les premières féministes comme Olympe de Gouge qui, à la fin du dix-huitième siècle, ont lié dès le début la lutte contre l'oppression des femmes à celle contre l'esclavage. Mais plus précisément, Flora Tristan (1803-1843) est la première à avoir défendu la nécessité d'organiser les prolétaires sur le plan international en prenant en compte l'oppression des femmes : « L'homme le plus opprimé peut opprimer un être qui est sa femme. Elle est le prolétaire du prolétaire même ».

Les militantes socialistes de la 2^e, puis de la 3^e internationale s'inscrivent également dans cette tradition, de même que « le mouvement des femmes libres » au moment de la guerre civile espagnole (Maheim, Holt, Heinen 1979). On peut retrouver en partie cette tradition parmi les femmes syndicalistes qui créeront la CFDT en 1964 ainsi que les militantes d'*Antoinette* dans la CGT. Néanmoins de grandes différences existent entre ces militantes et celles de l'après 1968.

Des différences sur le plan théorique d'abord : contrairement aux militantes de l'ancienne génération, les féministes « luttes de classe » contemporaines ne font pas découler l'oppression patriarcale de l'apparition de la propriété privée et plus précisément du capitalisme. L'oppression des femmes a préexisté à cette organisation sociale même si le capitalisme a utilisé et utilise l'oppression des femmes à son profit. (Trat 1997).

Contrairement aux femmes socialistes des générations précédentes, elles ne subordonnent pas la lutte féministe à la lutte socialiste. En ce sens, le mouvement autonome des femmes n'est pas conçu par elles comme un instrument destiné à servir de courroie de transmission entre le parti et les « masses féminines » qu'il faudrait politiser mais comme un instrument de mobilisation des femmes pour leurs propres droits. Cela implique en principe, un mouvement féministe large, unitaire, dans lequel pourraient se côtoyer différentes tendances féministes ; L'histoire réelle fut différente et il faut essayer de comprendre pourquoi.

1970-1980 : une phase d'expansion et de grandes conquêtes

La deuxième vague féministe en France est née en 1970, dans la foulée du grand mouvement social de Mai 1968. Avant 1968 le mouvement féministe était à la fois très faible et avait été discrédité par les organisations du mouvement ouvrier et le PCF en particulier. Le Planning familial (qui ne se disait pas encore féministe), né en 1956, était la seule organisation un peu connue qui avait permis de faire avancer la lutte en faveur de la contraception. Jusqu'en 1975 le PCF comme la Confédération Générale du Travail (CGT), sous son influence, ont considéré le féminisme comme « petit-bourgeois », voire comme une force impulsée par la droite pour diviser le mouvement ouvrier. Ce qui explique, en retour, le sectarisme d'une partie du mouvement féministe, à l'égard du mouvement ouvrier et des organisations politiques en général.

Le nouveau mouvement féministe est né d'abord dans les couches sociales les plus diplômées des femmes, les femmes des milieux populaires étant plutôt sous l'influence soit du PCF, soit du catholicisme. Françoise Picq (1993) a très bien décrit le climat qui a marqué les dix premières années du renouveau féministe : richesse d'expression, enthousiasme, humour, activisme, tensions et au terme de la première décennie, anathèmes. Elle précise à juste titre qu'au début, de nombreuses féministes ne se réclamaient pas nécessairement d'un courant particulier, qu'il pouvait y avoir une certaine porosité entre les multiples groupes plus ou moins informels. A l'époque, tous les courants du féminisme partageaient une même perspective : celle d'un changement radical de société considéré comme prochain. Mais au-delà de cet espoir, certaines analyses les séparaient et pour la clarté de mon propos, je distinguerai trois courants principaux, présentés ici très succinctement [2].

Les différents courants

Pour les différencialistes, il faut valoriser la « féminitude », comme créativité spécifique des femmes dont les racines seraient à chercher du côté de leur fonction procréatrice. Ce courant animé par Antoinette Fouque et relayé par les éditions Des femmes a eu un impact non négligeable chez les artistes, les écrivaines etc. En 1979, ce courant s'approprie illégitimement le sigle « MLF » du mouvement de libération des femmes, en le déposant comme une marque commerciale.

Pour le « féminisme radical », le travail domestique est la base matérielle de l'exploitation économique de toutes les femmes quelles que soient leurs appartenances sociales ; les femmes constituent une classe exploitée par les hommes ; l'oppression patriarcale profite économiquement

et directement à tous les hommes, de la même manière ; en fonction de cette analyse, toute alliance avec des mouvements sociaux mixtes est jugée inopportune, voire dangereuse. Pour ce courant, la rhétorique de la différence est un simple avatar de l'idéologie dominante. Il faut donc la combattre sans relâche. La revue *Questions féministes*, puis *Nouvelles questions féministes* porteront ces différentes analyses au fil des années. Ce courant joua un très grand rôle dans la configuration théorique du féminisme, notamment en France. Pour ce mouvement, l'ennemi principal (Delphy 1970) n'était plus le capitalisme mais le patriarcat ; la lutte principale n'était plus la lutte des classes traditionnelle mais la lutte féministe etc.

Pour le « féminisme luttes de classe », le discours de la différence n'est pas seulement le produit de l'idéologie dominante. Il est également l'expression d'une réaction première des opprimées à la stigmatisation que l'on retrouve dans tous les mouvements sociaux nés d'une oppression. Il faut donc contrecarrer l'idéologie de la différence qui naturalise un rapport social sans tomber pour autant dans un sectarisme outrancier à l'égard des femmes sensibles à ce type de rhétorique. Pour les féministes « luttes de classe », toutes les femmes sont opprimées mais pas de la même manière, l'exploitation de classe traditionnelle (opposant capital/travail) interférant avec l'oppression patriarcale. Pour les féministes de ce courant, il faut donc combiner l'action autonome du mouvement féministe avec l'action unitaire avec d'autres mouvements sociaux, avec celle notamment du mouvement ouvrier pour faire avancer la libération des femmes. Cette orientation trouva un écho non négligeable parmi les salariées des banques, de la poste, de la santé ou dans certaines branches du privé etc. entraînant le développement de groupes femmes d'entreprises et de commissions femmes syndicales et de nombreux débats dans le mouvement syndical jusqu'à la fin des années soixante-dix.

Les thèmes de lutte principaux

Malgré leurs divergences, les féministes dans leur grande majorité, et par-delà leurs rangs des centaines de milliers de femmes, ont lutté ensemble pour obtenir la première des libertés, celle du droit à l'avortement et à la contraception, la liberté pour les femmes de disposer de leur corps (liberté sexuelle et choix de l'orientation sexuelle). Elles ont dénoncé ensemble les violences contre les femmes, le viol et les violences conjugales notamment. Elles ont analysé et critiqué la division traditionnelle du travail dans la sphère domestique et le monde professionnel ainsi que l'éducation sexiste. Elles ont affirmé que « le privé est politique », pour rompre ainsi l'isolement des femmes confrontées chacune dans son foyer à l'oppression patriarcale. Toutes enfin étaient convaincues de la nécessité, pour résister à cette oppression et pour aller de l'avant, de tisser des liens de solidarité entre les femmes, dans un mouvement « autonome ».

Un mouvement autonome diversifié

Comment tisser ces liens ? Pour certaines, les initiatives spectaculaires ou symboliques et assemblées générales (AG) pouvaient suffire à attirer de nouvelles femmes dans la lutte féministe. Il faut reconnaître que le dépôt d'une gerbe de fleurs « à la femme du soldat inconnu » par une poignée de féministes en août 1970 ou la signature, en avril 1971, par 343 femmes célèbres d'un manifeste où elles déclaraient très courageusement avoir avorté, avaient trouvé un écho exceptionnel dans les médias et l'ensemble de l'opinion publique. Pour d'autres militantes féministes, il fallait dépasser les grandes AG dans les universités du quartier latin pour enraciner ce mouvement dans les quartiers, notamment les quartiers populaires. Parmi elles, le petit groupe des militantes du cercle Elisabeth Dimitrief, membres de l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR) [3]. Dans leur manifeste *Sortir de l'ombre* publié en 1972, elles jetaient les bases d'une analyse de

l'articulation entre la lutte féministe et la lutte des classes ; elles résumaient leur orientation par un slogan qui fut repris par d'autres militantes féministes d'extrême gauche : « pas de socialisme sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans socialisme » et préconisaient un militantisme dans les quartiers. Cette orientation fut partagée par des femmes sans appartenance politique mais également par des militantes politiques d'extrême gauche, par celles notamment de Révolution (petit groupe dissident de la Ligue Communiste) ou celles de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR).

Nous avons cité déjà trois noms d'organisations d'extrême gauche plus ou moins influentes. Ce n'est pas un hasard. Les militantes de ces organisations ont joué un rôle très important dans le lancement de la « tendance luttes de classe » du Mouvement de libération des femmes, en participant aux groupes femmes de quartier parisiens qui furent à l'initiative, de la rencontre nationale des groupes femmes de Bièvres en juin 1974, en collaborant à la revue *Les Pétroleuses* dont le premier numéro fut publié la même année. Certaines féministes ont interprété cet investissement des militantes politiques dans le MLF comme l'expression d'une mainmise intolérable. S'il est vrai qu'au cours de ces années, il y eut des luttes de pouvoir entre les différentes tendances dans le mouvement qui furent parfois pénibles aux yeux des féministes sans appartenance politique, on ne peut en rester à cette vision manipulateur de l'engagement dans le MLF. Ces militantes politiques ont participé au mouvement féministe sur la base d'une conviction féministe profonde qu'elles ont défendue au sein de leurs organisations respectives, au prix souvent d'efforts et de conflits importants avec d'autres militant-e-s. Ce fut le cas pour les militantes féministes de la LCR. Après des débats houleux, la LCR avait apporté son soutien au mouvement féministe « autonome », en 1971-1972. Les féministes de la LCR furent de tous les combats. Elles participèrent elles aussi à la création d'un mouvement unitaire comme le Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception (MLAC), en 1973.

Ce mouvement mixte et unitaire présidé par l'avocate féministe Monique Antoine impulsa plusieurs centaines de comités en quelques mois, dans toute la France, y compris dans les banlieues populaires. Pendant deux ans, le MLAC organisa une pression permanente sur le gouvernement pour l'obliger à changer la législation répressive sur l'avortement. Pendant deux ans, les manifestations massives succédèrent au « scandale » créé par la pratique en toute illégalité des avortements selon la méthode par aspiration (la méthode Karman). Pendant deux ans le MLAC organisa des voyages pour permettre à des femmes de tous les milieux et de tous âges d'avorter en Hollande ou Angleterre en le faisant savoir publiquement (Gauthier 2002). Ce mouvement comptait dans ses rangs et/ou sa direction des militantes du Planning familial, de la CFDT, de Lutte Ouvrière, de Révolution, de la Ligue Communiste [4], de jeunes médecins (des deux sexes) mais surtout des milliers de bénévoles, en majorité des femmes, convaincu-e-s de l'urgence de mettre un terme aux avortements clandestins par l'obtention d'un nouveau droit fondamental pour les femmes : celui d'avorter librement sans pression moralisante et d'avoir une contraception remboursée. Ce type de mouvement, qui permit d'obtenir le droit à l'IVG en 1975 et entraîna dans ses initiatives des militant-e-s du PCF et de la CGT malgré les consignes de leurs directions, n'aurait jamais vu le jour, si l'ensemble des féministes s'étaient rangées à la vision sectaire de certaines qui réduisaient le mouvement féministe aux groupes non mixtes.

Pour les féministes « luttes de classe », un mouvement autonome, cela signifiait l'autonomie par rapport à l'État, aux institutions religieuses, aux appareils des partis mais pas par rapport à la lutte des classes. Cela voulait dire également que les femmes dirigeaient leurs luttes et leurs mouvements et n'avaient pas d'autres priorités que la défense des droits des femmes. Des mouvements mixtes (dirigés par des femmes féministes) pouvaient donc très bien faire partie du mouvement féministe. Cette conception s'opposait ainsi aux conceptions sectaires assez répandues dans le mouvement féministe, portées par le féminisme « radical ».

Avant les élections législatives de 1978, date à laquelle l'ensemble des forces politiques de droite

comme de gauche s'intéressèrent vivement à l'électorat féminin, les différents courants féministes se dotèrent d'une publication. En 1977, les féministes de la LCR créèrent leur propre revue : *Les Cahiers du féminisme*. En France, au cours de cette période, ce fut la seule revue féministe publiée pendant vingt ans (1977-1998) par une organisation politique. Il fallut plus de deux ans pour que cette revue fut acceptée par la direction de cette organisation comme une revue de la Ligue et non un passe-temps de quelques militantes. En lançant cette revue, ces militantes féministes avaient plusieurs objectifs : diffuser le féminisme au sein de la LCR et dans l'ensemble du mouvement ouvrier (notamment dans les syndicats), approfondir le débat théorique et politique avec l'ensemble des courants du mouvement féministe. Cette revue très vivante (où l'on trouvait des reportages sur les luttes, des critiques de livres etc.) était écrite dans une langue claire, compréhensible par un public non averti. Elle eut un écho bien au-delà des rangs de la LCR. L'équipe qui avait été à l'origine de la revue et qui s'était renouvelée au fil des ans arrêta néanmoins sa publication faute d'avoir trouvé une relève suffisante parmi la jeune génération de la LCR.

Au terme de cette première période, le mouvement féministe avait ébranlé en profondeur la vie politique. Il avait fait reconnaître de nouveaux droits pour les femmes, obtenu de nouvelles lois sur la contraception et l'avortement ou contre le viol. Mais faute d'un consensus sur les rapports entre luttes féministes et luttes de classe ou la nécessité de donner des structures démocratiques à ce vaste mouvement, ce dernier resta un mouvement informel dans lequel s'exprima des composantes multiples qui eurent beaucoup de mal à traverser les années de reflux qui suivirent.

1981-1995 : le mouvement féministe sur la défensive

En 1981, l'arrivée de la gauche au gouvernement se traduisit par la création d'un Ministère des droits de la femme dirigé par Yvette Roudy et la promulgation de plusieurs lois en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. En 1982, sous la pression du mouvement féministe, une loi permit le remboursement de l'avortement et en 1983, une loi sur l'égalité professionnelle fut votée. Faute de sanctions pour les entreprises, elle fut très peu appliquée. Le féminisme obtint ainsi une certaine légitimation mais dans le même temps, les illusions suscitées par un gouvernement de gauche assimilé à un pouvoir ami rendirent plus difficile l'affirmation d'une orientation critique au sein du mouvement féministe. C'est à cette tâche que s'appliquèrent les féministes « luttes de classe ».

L'Offensive néolibérale

La politique du Ministère des droits de la femme pouvait être considérée comme une « vitrine » : elle masquait en effet la politique économique et sociale du gouvernement qui favorisait ouvertement le temps partiel et décidait la création d'une allocation parentale pour le troisième enfant équivalente aux minima sociaux (1985), mesure qui fut étendue ensuite par la droite pour le deuxième (1994), puis le premier enfant. Pour faire reculer le chômage, les femmes les moins qualifiées et les moins payées furent donc incitées à se retirer du marché du travail pour élever leurs enfants à la maison, pendant trois ans. Parallèlement les modes de garde individuels pour les moins de trois ans furent encouragés au détriment des crèches collectives. Ainsi, en 1994, la droite à nouveau majoritaire, créa l'allocation de garde d'enfants à domicile (AGED) qui permettait un allègement d'impôts très important pour les couches sociales privilégiées. La gauche revenue au gouvernement la plafonna sans la supprimer.

Dans les syndicats, les oppositions de gauche furent réprimées tant à la CFDT qu'à la CGT. A la CGT, la chasse aux sorcières trouva des prolongements jusque dans le secteur « féminin ». Un des exemples le plus dramatique fut celui de Georgette Vacher à l'Union départementale du Rhône.

Cette militante, féministe avait développé dans un esprit unitaire un travail remarquable en direction des femmes travailleuses du département, conformément aux recommandations de la 6^e conférence nationale sur les femmes travailleuses organisée en mai 1977 par la CGT et au cours de laquelle le secteur féminin avait été largement bousculé par le vent du féminisme. Mais elle fut rappelée à l'ordre de manière bureaucratique et désespérée se suicida à l'automne 1981. Des rédactrices d'*Antoinette* s'étant opposées à la politique sectaire de la confédération à l'égard de la CFDT ou ayant refusé d'accepter le coup de force du général Jaruzelsky furent elles aussi purement et simplement licenciées en 1982. On leur reprochait d'avoir constitué « un État dans l'Etat » avec le secteur féminin de la CGT. Les militantes féministes « luttes de classe » apportèrent leur soutien aux licenciées et créèrent avec elles le Club Flora Tristan dans lequel se retrouvèrent également des chercheuses. Cette association lança un appel pour dénoncer les risques pesant sur le droit à l'emploi des femmes. C'est la même préoccupation qui incita les militantes féministes « luttes de classe » à organiser les « Etats généraux sur le travail des femmes et les femmes au travail » en avril 1982 (cf. plus bas).

Les luttes

Face à l'austérité imposée par le gouvernement, à l'apathie des directions syndicales et à leurs divisions, les salariés des deux sexes entrèrent en lutte et s'organisèrent dans des « coordinations » : après les étudiants en 1986, ce fut le tour des cheminots en 1988. Fait totalement nouveau, plusieurs grèves prolongées de femmes salariées du tertiaire se développèrent entre 1989 et 1993 (infirmières, institutrices, impôts, assistantes sociales) et s'organisèrent au plan national dans des coordinations, dans lesquelles les femmes prirent, dans certains secteurs, la direction de leurs luttes, notamment chez les infirmières et assistantes sociales. Ces mouvements restèrent malgré tout très isolés. Dans des secteurs où les femmes sont censées travailler par « vocation et dévouement », elles revendiquaient des hausses de salaire et la reconnaissance de leurs qualifications professionnelles. Les oppositionnelles de gauche dans les syndicats, les féministes « luttes de classe » et des chercheuses du GEDISST (Groupe d'étude sur la division sociale et sexuelle du travail), parmi lesquelles Danièle Kergoat, popularisèrent ces luttes. Après ces grandes grèves, au cours desquelles les directions confédérales syndicales avaient marqué au mieux leurs réticences, au pire leur hostilité ouverte (ce fut le cas de la CFDT notamment), naquit une nouvelle fédération : SUD-PTT. Cette organisation syndicale créée en 1989 pour riposter à l'exclusion des militant-e-s les plus combatifs de la fédération CFDT qui avaient soutenu toutes les coordinations de lutte surgies au cours des années précédentes, choisit comme secrétaire une féministe de longue date (Annick Coupé), introduisit dans ses statuts le principe de quotas de femmes et se définit dans son programme comme une organisation féministe.

Le mouvement féministe

Face à cette offensive contre le droit à l'emploi des femmes et des médias qui laissaient entendre que les femmes n'avaient plus à se plaindre, qu'elles avaient tout obtenu, le mouvement féministe fut divisé et sur la défensive. Devait-il ou non se laisser annexer par le Ministère des droits de la femme ou garder son indépendance ? Certaines militantes féministes se laissent séduire... Les féministes lutte de classe pesèrent de tout leur poids dans le sens inverse, en développant la solidarité avec les luttes des femmes salariées, en cherchant à développer de nouvelles luttes (contre le temps partiel imposé par exemple ou contre l'entrave à l'IVG etc.), en cherchant à maintenir un cadre unitaire national et multithématique. En 1982, elles organisèrent une grande initiative unitaire, les « Assises sur les femmes au travail et le droit au travail des femmes » qui rassembla, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, 2000 féministes du Mouvement pour le Planning

familial, des syndicalistes féministes de différents syndicats, des militantes féministes de différentes associations, pour interpellier le gouvernement de gauche sur sa politique. Cette initiative fut boycottée par une partie des féministes, sous prétexte que cette initiative était mixte ...Après cela, il y eut plusieurs années d'atomisation et de repli du mouvement féministe dans des associations spécialisées par thème ou locales.

Néanmoins, face à des événements graves (plusieurs viols de femmes dans les transports en commun sans réaction du public) et l'offensive des commandos d'extrême droite à l'entrée des hôpitaux ou des cliniques pour tenter d'empêcher les femmes d'avorter, des militantes « féministes lutte de classe », créèrent différentes associations pour relancer l'activité féministe unitaire. Nous en citerons deux : en 1985, il y eut la création, avec des militantes du Planning familial, du Collectif féministe contre le viol. Son action, conjointement à celle d'autres associations comme l'AVFT (Association contre les violences faites aux femmes au travail), aboutit à une série de circulaires et de lois sur la question des violences : contre les abus sexuels sur les enfants (1989) ; contre le harcèlement sexuel (1992), contre les violences domestiques. En 1990, il y eut la fondation de la CADAC (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception) qui réunit le Planning familial, l'Association nationale des centres d'orthogénie etc. Cette association, grâce à son travail de vigilance et de mobilisation contre les commandos d'extrême droite, obtint en 1993 une loi créant un délit d'entrave à l'IVG et surtout en 2001 une nette amélioration de la loi sur l'avortement [5].

1995- 2006 : un nouveau cycle de luttes

Le mouvement ouvrier et les autres mouvements sociaux en recomposition chaotique.

Après de nombreuses manifestations très dynamiques contre les commandos d'extrême droite et la mise sur pied d'un gouvernement de choc par Chirac, après son élection à la présidence de la république en mars 1995 dans lequel l'Opus dei était directement représenté, il y eut le démarrage d'un mouvement social de très grande ampleur. Le 24 novembre 1995 : 40 000 personnes manifestèrent dans les rues de Paris, pour le droit à l'emploi des femmes, contre les attaques des commandos d'extrême droite, contre l'ordre moral, à l'initiative de la CADAC et à l'appel de plus de 140 organisations, (associations, partis, syndicats). C'était la première fois depuis les années 1980 que différentes générations de femmes et d'hommes se retrouvaient ainsi massivement pour défendre les droits des femmes. Ce fut également une manifestation très unitaire : pour la première fois le PCF et la CGT ont appelé à manifester à une manifestation aux côtés des associations féministes. Cette manifestation fut le prélude au grand mouvement social de Novembre-décembre 1995.

Pour la première fois depuis le début des années 1980, cette grande vague de mobilisation redynamise l'ensemble des mouvements sociaux et met à l'ordre du jour de nouvelles perspectives politiques. Dans la foulée de 1995, se créent de nombreuses associations pour défendre les « sans droits » : Agir contre le chômage (AC) ; le Droit au logement (DAL) ; les collectifs pour défendre les sans-papiers etc. et ATTAC qui va être le creuset de la mobilisation altermondialiste et dans laquelle s'organisera une commission *Genre et mondialisation*. Dans ces associations dont la structure est hybride et complexe - cartels d'organisations diverses mais aussi rassemblements d'individus - on retrouve des syndicalistes, des militants des deux sexes déçus par la gauche traditionnelle ou militants dans l'extrême gauche, des militantes féministes etc. C'est dans ce contexte que se crée le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF). En 1997, 2000 personnes (une majorité de femmes) participent aux Assises pour les droits des femmes et créent le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF), à la veille des élections législatives qui donnent une nouvelle majorité à

la gauche plurielle.

Dès novembre 1997, le CNDF organise une manifestation pour le droit à l'emploi des femmes, contre le temps partiel imposé, pour la baisse du temps de travail pour tous et toutes, dans le contexte des lois Aubry sur la réduction du temps de travail à 35 h (RTT). A partir de là, il organise une campagne contre le temps partiel imposé etc. en liant cette revendication à l'exigence d'une véritable RTT, et obtient l'arrêt des subventions aux entreprises qui embauchent à temps partiel bien que par ailleurs les lois Aubry conduisent à une aggravation de la flexibilité. Cette manifestation, bien que modeste, fut très importante symboliquement : elle fut la seule sur la question de la baisse du temps de travail pour tous et toutes ! La création de ce nouveau mouvement favorisa une nouvelle activité féministe dans les syndicats. Au printemps 1998 eurent lieu les premières journées féministes de formation intersyndicale à l'initiative des féministes de la FSU, de SUD, de la CGT et des oppositionnel-le-s de la CFDT. Depuis, chaque année, ces journées regroupent plusieurs centaines de syndicalistes féministes dont une large majorité de femmes.

Le CNDF n'est pas une organisation féministe unifiée ; c'est une fédération de diverses associations, syndicats ou organisations politiques réunis dans un seul but : organiser la lutte unitaire pour les droits des femmes. L'éventail politique représenté y est très large. On y fonctionne au consensus. C'est dire si la prise de décision est compliquée dans ce genre de collectif. Cette fédération rencontre les mêmes problèmes que ceux d'autres associations créées sur le même modèle (cf. ATTAC) : comment assurer l'égalité entre les personnes qui y militent à titre individuel et les porte-paroles des organisations diverses ? Comment assurer un consensus entre des militantes radicales plutôt « à la gauche de la gauche » et la gauche traditionnelle qui est elle-même éclatée entre plusieurs courants etc.

Mais le CNDF a rencontré un problème spécifique, celui d'être ignoré - comme l'ensemble du féminisme « lutte de classe » dont il est globalement porteur - par les médias au profit d'autres associations ou personnalités plus médiatiques, dans la mesure où elles ne contestent pas l'ordre social dominant.

Il faut le constater une nouvelle fois. Les militantes féministes « lutte de classe » ont joué un rôle majeur dans l'animation du CNDF ou de l'activité féministe dans ATTAC ou les syndicats. Elles ont été également très présentes dans la mise sur pied du réseau international et les initiatives de la Marche mondiale des femmes contre les violences et la pauvreté, comme en 2000 ou 2006, années au cours desquelles il y eut de nombreuses manifestations dans le monde.

2002-2006 : anciens et nouveaux obstacles

Depuis l'échec de la gauche aux élections présidentielles de 2002 ; l'arrivée de Le Pen au 1^{er} tour des présidentielles et l'élection de J. Chirac, les attaques de la droite n'ont pas cessé contre les salariés des deux sexes. Cela a suscité de nombreuses grèves, notamment contre la réforme des retraites en 2003, qui ont abouti à un échec. Néanmoins en 2004, la gauche gagne les élections régionales et européennes. En 2005, après une campagne de masse très unitaire (où les féministes parviennent à occuper une place non négligeable), le non de gauche contre le traité constitutionnel européen (TCE) l'emporte, malgré le rouleau compresseur médiatique. Après la révolte des banlieues à l'automne 2005, les étudiants puis l'ensemble de la jeunesse et des salarié-e-s se mobilisent massivement en 2006 contre le contrat première embauche (CPE) et obtiennent son abandon. La configuration complexe des mouvements sociaux est de plus en plus traversée et polarisée par l'espoir de voir les mobilisations contre le libéralisme déboucher sur une recomposition et une alternative politique et par les débats que cela suscite dans les partis.

Le contexte est marqué également par le chômage de masse, la montée du racisme et des mouvements identitaires et religieux réactionnaires, un climat de guerres justifié au nom d'une prétendue lutte contre le terrorisme international etc. Les féministes doivent agir ainsi dans un cadre particulièrement compliqué et elles se trouvent confrontées à de nouvelles difficultés. D'abord l'illusion de l'égalité est toujours présente chez les jeunes scolarisées, avant leur entrée sur le marché du travail. Seules les jeunes lesbiennes ou les jeunes femmes descendantes de parents immigrés ont bien conscience que tout n'est pas gagné. Par ailleurs on assiste depuis plusieurs années à la formation de jeunes féministes par le biais des études et recherches féministes. Ce dont on doit se féliciter. Mais très au fait des débats les plus théoriques, peu d'entre elles s'investissent dans une pratique militante. Plus inquiétant, on a vu apparaître de nouveaux courants réactionnaires dans le champ idéologique concernant les rapports sociaux de sexe.

L'idéologie de la différence a trouvé en effet une nouvelle vigueur sous la pression des mouvements religieux et de leurs courants fondamentalistes, mais également de certains psychanalystes. Au nom de la loi divine ou de la défense d'un « ordre symbolique » intouchable, c'est l'ordre moral et sexuel patriarcal qui est revalorisé, contre la demande d'égalité émanant des couples homosexuels, et contre l'idée suivant laquelle le féminin et le masculin sont le résultat d'une construction sociale (le genre). Un deuxième courant se réclamant d'un « post-féminisme » né parmi des femmes privilégiées (intellectuelles et artistes) confondant liberté des femmes et marchandisation du corps, demande la reconnaissance légale de la prostitution et sa réglementation. Pour elles, il n'y a plus de rapports d'oppression entre hommes et femmes. Nous serions dans une société où nous pourrions, tous et toutes, vivre libres comme nous le souhaitons, indépendamment des contraintes sociales, à part les « malheureuses » femmes qui vivent dans les quartiers « d'immigrés » ou dans les pays « sous-développés ». Pour ces « post-féministes », revendiquer une répression de la violence sexuelle reviendrait alors à faire le jeu de l'ordre moral. Ces personnalités empruntent de nombreux éléments de leurs discours au « post-féminisme » très développé en Amérique du Nord. Un troisième courant est très présent dans le champ médiatique et au sommet du gouvernement. Il s'agit d'un courant féministe bourgeois qui prétend défendre les droits des femmes... cadres à bénéficier d'un emploi valorisant et à se décharger sur d'autres femmes (précaires et souvent étrangères) des tâches domestiques qu'elles ne veulent et/ou ne peuvent plus faire.

Dans ce contexte, de nouvelles divisions sont apparues entre féministes. Après, la grande manifestation unitaire le 8 mars 2003 pour soutenir l'action de l'association Ni putes, ni soumises (NPNS) qui a réussi à faire connaître, par une marche de plusieurs mois dans toute la France, les discriminations et les violences subies par les jeunes filles dans les quartiers populaires, on pouvait espérer à cette date la jonction entre la génération féministe issue de 1968 et la nouvelle génération. Malheureusement, suite à leur succès médiatique et en l'absence de compréhension de l'importance de « l'autonomie » d'un mouvement en faveur des femmes, les militant-e-s de cette association ont cédé aux sirènes du PS et du pouvoir. Ce dernier n'a pas cessé d'alimenter le racisme à l'égard des musulmans, par des campagnes sécuritaires débridées. Depuis, certaines féministes prétendent lutter contre un « ennemi principal ».

- Pour les unes, la lutte contre « l'islamophobie » est prioritaire. C'est la raison pour laquelle elles ont pris la défense des filles voilées à l'école et dénoncé la loi contre les signes religieux à l'école votée en 2004 par la majorité et le PS. C'est la raison pour laquelle, elles militent au sein du mouvement « Nous sommes les indigènes de la République » ou « Une école pour toutes et tous ». La grille de lecture de ce courant est centrée quasi exclusivement sur les discriminations « postcoloniales ».

- D'autres au contraire (comme l'association « Ni putes, ni soumises » créée en 2002, ou le mouvement français pour le Planning familial, ou l'UFAL (Union des familles laïques etc.) ont soutenu la loi sur le voile à l'école pour faire échec à ce qu'elles considèrent comme un risque

majeur pour « la République » : la montée des intégrismes religieux dans le monde et en France.

- le CNDF, quant à lui, a refusé de prendre position pour ou contre la loi, pour éviter de se diviser. Par contre il a décidé de mener plusieurs combats de front : contre le racisme, contre l'ordre moral préconisé par les courants dominants dans les religions mais également contre les politiques libérales (ce que refuse de faire NPNS) et contre les inégalités économiques et sociales qui se sont aggravées et qui alimentent les discriminations subies par les femmes, en particulier celles des milieux populaires et de parents immigrés.

Le choix de cette orientation s'inscrit dans la conviction profonde que l'oppression des femmes est au croisement de multiples rapports d'oppression : de genre cela va de soi mais également de classe et de « race » etc. Avoir cette grille de lecture n'empêche pas les erreurs mais peut les limiter.

Ces divisions se sont révélées en particulier à l'occasion du 8 mars 2004. Depuis le CNDF été à l'initiative d'une campagne contre les violences contre les femmes qui s'est appuyée sur une enquête nationale publiée en 2000 sous la direction de Maryse Jaspard qui indiquait que 10 % des femmes étaient victimes de violences diverses dans le cadre conjugal et que 48 000 femmes étaient violées chaque année en France. Les résultats de cette enquête ont fait l'objet d'une remise en cause médiatique systématique de la part des « post-féministes ». A la veille des prochaines échéances électorales le CNDF a publié un projet de loi « intégrale » sur le modèle de la loi espagnole, axé prioritairement sur la prévention et l'aide aux victimes. Cette campagne se démarque très clairement des campagnes « sécuritaires » du gouvernement. Dans son argumentation le CNDF insiste sur l'existence de ce type de violences dans toutes les sphères de la société et pas seulement dans les milieux populaires d'origine africaine ou nord-africaine comme certain-e-s ont voulu le faire croire après la mort de la jeune Sohane, brûlée vive en octobre 2002 en région parisienne. Ce projet de loi a reçu le soutien de toutes les associations qui luttent contre les violences à l'encontre des femmes et celui de tous les groupes parlementaires de gauche et de l'extrême gauche. L'avenir nous dira si les organisations concernées iront jusqu'au bout de leur engagement.

Mais ce succès ne doit pas dissimuler les nouveaux défis auxquels se trouvent confrontées les féministes « luttes de classe ». La tenue d'une rencontre intitulée « Alternatives féministes » en décembre 2005 à l'initiative du CNDF a permis de cerner les questions à résoudre dans un avenir proche : comment assurer le renouvellement des générations ? Comment faire le lien avec les jeunes femmes dans les quartiers populaires ? Comment lutter contre le « virilisme » exacerbé de certains garçons des banlieues en situation d'échec sur de nombreux terrains, sans tomber dans le discours sécuritaire ? Comment accéder aux médias ouverts aux « post-féministes » qui ont comme première cible les militantes féministes considérées comme « ringardes » ? Comment favoriser enfin le travail conjoint du CNDF et de la Marche mondiale des femmes en France, comment redynamiser l'ensemble du mouvement féministe, sur une base unitaire ?

Josette Trat

Bibliographie

- Delphy C., *L'ennemi principal. L'économie politique du patriarcat*, « L'ennemi principal », p. 31-56, Paris Syllepse, 1998.
- Gauthier X., *Naissance d'une liberté, avortement : le grand combat des femmes du XX^e siècle*, Paris, J'ai lu, 2002.
- Mahaim A., Holt A., Heinen J., *Femmes et mouvement ouvrier*, Paris, La Brèche, 1979.
- Picq f., *Libération des femmes, les années mouvement*, Paris, Le Seuil, 1993.
- Rojzman S., Surduts M., « Le féminisme encore une fois à la croisée des chemins ? », *Cahiers du genre*, hors-série 2006.

- Trat J., « Retour sur l'automne chaud de 1995 », in Heinen J., et Trat j. (coord.) « Hommes et femmes dans le mouvement social », *Cahiers du Gedisst*, n° 18, L'Harmattan 1997, p. 39-59.
 - Trat J., « Engels et l'émancipation des femmes », in *Friedrich Engels, savant et révolutionnaire*, sous la dir. de G. Labica et M. Delbraccio, Paris PUF 1997.
 - Trat J., « Genre et mouvements sociaux », thèse de doctorat de sociologie, sous la dir. de J. Heinen, université de Versailles Saint-Quentin-en Yvelines, 2002.
 - Trat j., « Entre néolibéralisme et ordre moral, les féministes divisées », in Trat J., Lamoureux D., Pfefferkorn Roland., (dir), *L'autonomie des femmes en question. Antiféminisme et résistances en Amérique et en Europe*, Paris, L'Harmattan 2006, p. 213-238.
-

P.-S.

- Article publié dans *Femmes, genre, féminisme*, collection Les Cahiers de Critique Communiste, 2007, p. 9-32.
-

Notes

[1] Je ne prétends pas dans cet article à l'impartialité. J'ai été actrice dans cette histoire, notamment en tant que membre de l'équipe de rédaction de la revue *Les Cahiers du féminisme* (1977-1998).

[2] Sur l'histoire du mouvement féministe et de ses relations conflictuelles avec le mouvement ouvrier, cf. Trat (2002) ; sur la place des femmes dans les luttes salariées dans les années 1990, cf. Trat (1997) ; sur les modifications du champ idéologique et les divisions féministes récentes, cf. Trat (2006). Toutes ces références sont explicitées dans la bibliographie.

[3] Elisabeth Dimitriev était une militante proche de Karl Marx venue en France pour soutenir le mouvement de la Commune de Paris en 1871. L'AMR était un petit groupe trotskiste dont le dirigeant M. Pablo s'était illustré dans le soutien inconditionnel à la révolution algérienne.

[4] Seules les directions du PCF et de la CGT refusèrent de participer au lancement du MLAC. La position officielle de ces organisations fut très mal comprise par nombre de militant-e-s

[5] Nous ne pouvons traiter ici, faute de place, la question de la parité en politique. Les féministes « luttes de classe » n'ont pas du tout été motrices dans cette affaire. Par ailleurs si toutes étaient favorables à la féminisation de la vie politique, elles ne se sont pas toutes investies de la même manière dans cette campagne d'opinion. Pour une synthèse rapide cf. Trat 2006.